

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

## 2022-011 - RECONSTRUCTION BATIMENT 44 INSA

Catégorie opération 1

135 AVENUE DE RANGUEIL  
31400 TOULOUSE

## TABLEAU DES REVISIONS

---

Indice	Date	Description
1	17/03/2025	Plan Général de coordination

## SOMMAIRE

<b>TABEAU DES REVISIONS .....</b>	<b>2</b>
<b>0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....</b>	<b>5</b>
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC .....	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC .....	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC .....	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION .....	5
<b>1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>7</b>
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE .....	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS .....	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	9
1.8 DIVERS.....	10
<b>2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR .....</b>	<b>11</b>
2.1 PLANNING .....	11
2.2 NATURE DE SOL.....	11
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	11
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE .....	13
2.6 DIVERS.....	13
<b>3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR .....</b>	<b>14</b>
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier .....	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier .....	15
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	16
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	16
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place .....	17
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles .....	18
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX .....	19
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER .....	19
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	20
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	20

3.5.2 Travaux divers .....	20
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	20
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS .....	24
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER .....	25
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	27
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS .....	28
<b>4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER .....</b>	<b>29</b>
<b>5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT .....</b>	<b>30</b>
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX .....	30
5.2 CANTONNEMENTS.....	30
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES .....	31
5.3.1 Mise en place bungalows .....	32
5.3.2 Cantonnement à étages. ....	32
5.3.3 Installation électrique.....	32
<b>6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE .....</b>	<b>33</b>
6.1 ORGANISATION.....	33
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES .....	35
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé .....	35
6.2.2 Interdiction de fumer .....	35
<b>7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS ....</b>	<b>36</b>
7.1 PPSPS .....	36
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE .....	36
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS .....	36
7.4 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS.....	36
<b>8 COLLÈGE INTER ENTREPRISES DE SÉCURITÉ DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL .....</b>	<b>37</b>
<b>9 Annexes .....</b>	<b>38</b>
Projet de règlement CISSCT.....	38
Panneau : En cas d'accident.....	38

## 0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

---

### 0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

### 0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

### 0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

### 0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

### 0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

### 0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Éviter les risques.
- 2 – Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

## 1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

### 1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

#### 2022-011 - RECONSTRUCTION BATIMENT 44 INSA

135 AVENUE DE RANGUEIL  
31400 TOULOUSE



### 1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

#### Description

Le projet consiste à la construction d'une halle technologique sur le campus de l'INSA Toulouse. La halle est un bâtiment en R+3. Le projet ne compte pas de sous-sol. Cette halle vient en remplacement d'un bâtiment existant (halle en R+1, sans niveau de sous-sol), déjà démolie.

Le projet prévoit :- Au RDC : Une halle technologique ainsi que des laboratoires et espaces techniques associés- Au R+1 : Des locaux complémentaires associés à la halle- Au R+2/R+3 : Des bureaux dédiés à l'accueil de Start Up

#### Nombre de niveaux (infra et superstructure)

4 niveaux : Rdc et 3 étages.

## Nature de la couverture / toiture

Toitures terrasses étanchées

### 1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	INST NAL SCIENCES APPLIQUEES TOULOUSE 135 AVENUE DE RANGUEIL INSA 31077 TOULOUSE CEDEX 4	
Architecte	TRIPTYQUE 81 rue du Férétra 31400 TOULOUSE	TEL : 05.61.52.17.45 FAX : 05.61.52.10.86
Architecte	LORIO 30 rue Valade 31000 TOULOUSE	
Inspection du travail	DREETS 5 Esplanade Compans Caffarelli BP 98016 31080 TOULOUSE Cedex 6	TEL : 05 67 77 74 77
OPPBTP	OPPBTP OCCITANIE 3, Chemin du Pigeonnier de la Cépière 31100 TOULOUSE	TEL : 05.61.44.52.62
CARSAT	CARSAT MP 2, Rue Georges Vivent 31100 TOULOUSE	TEL : 09 71 10 39 60

#### Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°LOT 01 - VRD - ESPACES VERTS
- N°LOT 02 - GROS ŒUVRE
- N°LOT 03 - CHARPENTE BOIS
- N°LOT 04 - FACADES
- N°LOT 05 - ETANCHEITE
- N°LOT 06 - MENUISERIES EXTERIEURES
- N°LOT 07 - SERRURERIE
- N°LOT 08 - MENUISERIES INTERIEURES
- N°LOT 09 - PLATRERIE
- N°LOT 10 - CLOISONS LABORATOIRE
- N°LOT 11 - SOLS DURS - FAIENCES
- N°LOT 12 - SOLS SOUPLES
- N°LOT 13 - PEINTURES INTERIEURES
- N°LOT 14 - ASCENSEUR
- N°LOT 15 - COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES
- N°LOT 16 - PHOTOVOLTAIQUE
- N°LOT 17 - DETECTION GAZ
- N°LOT 18 - CVC - DESENFUMAGE - PLOMBERIE
- N°LOT 19 - EQUIPEMENTS DE CHAMBRE FROIDE
- N°LOT 20 - FLUIDES SPECIAUX



- N°LOT 21 - CHAUFFERIE VAPEUR
- N°LOT 22 - DISTRIBUTION DE VAPEUR
- N°LOT 23 - MOBILIER DE LABORATOIRE

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

#### 1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D’EFFECTIF – CATÉGORIE DE L’OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 30/06/2025 pour une durée de 11 mois, y compris la période de préparation.

L’effectif prévisionnel sera de -1.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 1 au sens de l’article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994 avec constitution d'un CISSCT.

Mode de dévolution des travaux :

L’opération de catégorie 1 est soumise à CISSCT, dont le projet de règlement est en annexe.

Si des travailleurs détachés sont affectés à l’opération, le maître d’ouvrage doit porter à la connaissance de ces travailleurs (par affiche pérenne apposée dans le local vestiaire) les informations sur la réglementation française de droit du travail qui leur est applicable (durée du travail, salaire minimum, hébergement, prévention des chutes de hauteur, EPI obligatoires, droit de retrait). Ces informations sont traduites dans l’une des langues officielles parlées dans chacun des Etats d’appartenance de ces salariés.

Mode de passation des marchés : Privé

#### 1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L’emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

#### 1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d’ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n’effectuera l’inspection commune avec l’entreprise qu’après avoir été averti de l’obtention de l’agrément.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu’exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d’ouvrage, l’exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

#### 1.7 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Voir articles 1.4 et 7.4.

## 1.8 DIVERS

Sans objet.

## 2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

---

### 2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

### 2.2 NATURE DE SOL

Etude géotechnique joint au dossier DCE :

### 2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS ([reseaux-et-canalizations.gouv.fr](http://reseaux-et-canalizations.gouv.fr)).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires.

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Réseaux impactés : eau, électricité...

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux

Néanmoins, si des réseaux sont découverts en cours de travaux, il convient d'appliquer la procédure suivante:

1. Arrêter les travaux
2. Conforter la zone si nécessaire et baliser celle-ci
3. Informer le ou les concessionnaires, et suivre leurs instructions
4. Informer le Maître D'OEUVRE et le Coordonnateur de sécurité

Les travaux de terrassements ne devront débuter qu'après recherche des réseaux, suivant récépissés des DICT renseignés par les concessionnaires

### 2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

La zone de chantier, la zone de stockage et la zone de la base vie seront matérialisées et fermées.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
-------------	--------	--------------	------------------------------	---------------------------

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Installations de chantiers concernant les zones de travaux , de stockages , de manutentions , de levages , ...	ensemble du lot et zone d'installations de chantier	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Clôture	Pour la zone de chantier et des installations de chantier, par des clôtures de type Héras d'au moins 2M de hauteur, liaisonnées entre elles avec un portail d'accès.	En périphérie du lot, et périmètre zone d'installations de chantier	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Portail et portillon	Portail de chantier sur l'entrée et la sortie portail 2 vantaux avec cadenas à code	Donnant sur la voie.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Homme trafic	Positionner un homme trafic pour les grosses livraisons	Sur l'accès au chantier depuis la voie	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Dévoisement voirie publique	Demande d'autorisation occupation temporaire	Sur la voirie pour accès et sortie de chantier, zone de livraisons et zone d'installations de chantier	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Signalisation	Panneaux "chantier interdit au public " avec rappel des consignes essentielles (EPI, ....)	A positionner sur les clôtures et sur les accès.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Grue et engin de levage	A définir par le lot gros œuvre, moyens en communs approvisionnements TCE.	à définir sur PIC	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre

### Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande du CSPS, pourra décider de faire procéder à ces installations par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

## 2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

On accède à la zone de chantier par le Chemin du Canal.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Chemin du Canal.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Accès secondaire	Avenue de Ranguel et voies dans le site INSA.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Carte PRO-BTP nominative L'ensemble des personnel présent sur le chantier, devront être en mesure de présenter leurs carte de la Pro BTP	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Badge	Identification de l'entreprise sur vêtement, sur casque, ou toute autre moyen approprié.	Chaque entreprise	Chaque entreprise

### Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre et sur demande du CSPS , pourra décider de faire procéder à l'exclusion, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

## 2.6 DIVERS

Sans objet.

### 3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

#### 3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Les accès des riverains, le fonctionnement des activités riveraines et la circulation des véhicules sur les voies publiques ne devront pas être gênés.

##### 3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Voie intérieure	Voie de circulation stable et compactée (par exemple en grave bitume) permettant le cheminement des poids lourds	voir PIC	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Aire de livraison	Zone stable, compactée, horizontale et balisée	A définir sur le P.I.C.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Quai de déchargement	Prévoir quai de déchargement pour les pièces préfabriquées importantes	A définir sur le P.I.C.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Aire de stationnement	Zone stable, compactée, horizontale et balisée	Sur la zone des installations de chantier	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Signalisation	Signalisation des différentes zones (Stockage / livraison / circulation / base vie)	A définir sur le P.I.C.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Homme de manœuvre	Pour toute marche arrière d'engins ou camions	Sur la zone de manœuvre	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Avertisseur de manœuvre	Avertisseur sonore ou visuel (feux de recul)	pour tout engin de chantier	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Nettoyage avant sortie	Lavage des roues des véhicules.	voir PIC	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre

### **3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier**

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	Accès piétons ; allée aménagée en dur, éclairée et drainée.	Depuis la voie publique jusqu'aux cantonnements, Pour les piétons, l'étude d'accès doit prévoir l'aménagement de voies et chemins d'accès reliant le cantonnement, et la zone de chantier	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Cheminement cantonnement/chantier	Matérialisation du cheminement entre la zone de chantier et la zone des installations	Pour le franchissement de la voie publique, mise en place d'un passage piétons provisoire	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Séparation piétons/véhicules	Mise en place de sépartifs, allées de circulation distinctes, délimitées (exemple par des barrières physiques).	En périphérie des voies de circulation et chemins d'accès reliant le cantonnement, et la zone de chantier	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Escalier provisoire	Accès avec escaliers provisoires pour les différents niveaux.	Accès aux étages et aux différentes zones de travail. Accès en fond de fouille terrassement	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Escalier définitif	Escaliers installés le plus tôt possible	Accès aux étages et aux différentes zones de travail	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Cheminement sur chantier	Mise en place de platelage de franchissement des tranchées avec protections collectives	Au droit de chaque franchissement de tranchées.	Lot VRD	Lot VRD

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Eclairage	Éclairage intérieur provisoire sera réalisé au moyen d'équipements conformes et étanches à l'air et l'eau	Répartis dans l'ensemble des circulations.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Signalisation	Indiquer l'interdiction formelle d'accès au public. Signalisation des différentes zones (Stockage / livraison / circulation / base vie)	Sur clôture + selon PIC une signalisation avec des repères visuels est à mettre en place	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Accès couverture/terrasse	Voir escalier provisoire ou pose du définitif.	Toiture terrasse	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre

### 3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

**Procédure SCALP (Sécurisation des Circulations, Accès et livraisons à Pied d'œuvre)** Les prestations SCALP assureront la maîtrise des risques liées aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles. L'objectif visé consiste à mettre à disposition des corps d'états concernés pendant toute la durée du chantier des moyens communs de prévention de ces risques tels que :- moyens de transport des personnes pour accéder aux ouvrages et à pied d'œuvre- moyens de transport, levage, manutention des matériels, matériaux et équipements techniques pour approvisionner dans les ouvrages et distribuer à pied d'œuvre- les aménagements de circulation et les infrastructures pour les stockages et le stationnement- les moyens d'évacuation des déchets produits durant le chantier  
Objectif : Sécurisation des circulations, des accès, et livraisons à pied d'œuvre pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles.

Dans ce cadre, il est demandé au lot gros-œuvre de mettre la grue à disposition jusqu'à un mois après la fin des arases.

Pour éviter les blessures aux pieds et aux mains, les travailleurs seront dotés de chaussures de sécurité et de gants de protection.

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :

les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail  
risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux  
Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en œuvre des matériaux.

#### 3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
-------------	--------------	-----------------------------------	-----------------	-------------------------------------



Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareaux commandement de manoeuvre
Grue à tour	A préciser implantation sur le PIC en fonction du planning MO Tout survol en charge en dehors des emprises est interdit.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Grue automotrice	A préciser implantation en fonction du planning MOE	Entreprise utilisatrice	Entreprise utilisatrice	Entreprise utilisatrice
Recettes à matériaux	Des plateformes recettes à matériaux seront aménagées en façades du bâtiment, afin de mieux répartir les approvisionnements.	Lot Gros Oeuvre	Entreprise utilisatrice	
Camion auto-déchargeable	Au droit des zones de livraisons et stockages. Tous les lots Suivant nécessite des entreprises utilisatrices et en fonction du planning MOE	Chaque entreprise	Chaque entreprise	Chaque entreprise

### **3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place**

#### **Grue à tour**

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

#### **Grue automotrice**

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

### **Autres engins**

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

### **Personnel utilisateur**

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

### **Appareils de levage**

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

### **Sécurisation des moyens de levage**

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

### **Convention de prêt**

Il est recommandé d'établir une convention de prêt afin de formaliser les responsabilités de chacun. Il appartient à l'emprunteur, tenu à une obligation de sécurité à l'égard de ses salariés, de s'assurer (au titre de l'article L.4121-1 du Code du travail) :- que le matériel est conforme et adapté à l'usage auquel il le destine ; - qu'il pourra être utilisé en toute sécurité par son personnel. Il est responsable du choix du matériel, de son installation, de l'information et de la formation du personnel amené à utiliser ce matériel. Cette convention permet de fixer les obligations et les responsabilités entre les deux entreprises.

### **3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles**

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

#### **Phasage et moyens prévus**

Tous les approvisionnements devront être réalisés à l'aide d'un engin de chantier. Chaque entreprise doit planifier ses livraisons et manutentions, en faire état pour intégration au planning de la MOE afin d'assurer un accès au moyen de levage.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

#### **Lot chargé de la mise en place**

Chaque entreprise utilisatrice

### Lot chargé de l'entretien

Chaque entreprise utilisatrice

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

### 3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Chaque entreprise doit faire état durant la période de préparation des espaces de stockage nécessaire à son intervention.	Chaque entreprise doit définir	Zone alloué à intégrer au PIC	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre

### 3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de son poste de travail autant intérieurement qu'extérieurement, pendant toute la durée du chantier.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Chaque zone de travaux et alentour direct	Autant de fois que nécessaire (obligation de résultat) chaque fin de journée. Enlèvement chaque fin de journée des gravats ou autres objets encombrant les postes de travail et les surfaces de circulation.	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Bennes avec tri	Suivant PIC , dans l'emprise du chantier	Gestion des remplacements quotidiens et suivants remplissages	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre

### Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

### Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre et sur demande du CSPS, pourra décider de faire procéder au nettoyage du chantier ou remplacement de bennes par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

### 3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

#### 3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

#### 3.5.2 Travaux divers

Interdiction : Les opérations de soudage et de coupage sont interdites à proximité de matériaux combustibles ou dans des lieux contenant soit des gaz ou des vapeurs inflammables, soit des poussières combustibles présentant un danger de feu ou d'explosion, à moins que des mesures de sécurité ne soient prises pour prévenir tout risque d'incendie ou d'explosion.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Tous postes de travail en point chaud.	entreprise concernée	Nettoyage préventif de tout local où il y a formation de poussières combustibles doit être nettoyé de manière à ce que l'accumulation de ces poussières sur les planchers, les solives, les équipements et les machines ne constitue pas un danger de feu ou d'explosion	Un extincteur doit toujours être à proximité d'un travail en point chaud.

### 3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

#### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

#### Nature des protections collectives

Les protections collectives seront installées, vérifiées (selon réglementations et recommandations) et entretenues par le lot qui les a mis en oeuvre.

Les dispositifs de protections collectives seront conformes aux réglementations et recommandations des organismes de prévention en vigueur.

Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur. Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivant :

1. Après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux
2. Après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet
3. Après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mises en œuvre. Le transfert des responsabilités quant à l'entretien et à l'enlèvement de ces protections collectives provisoires fera l'objet d'une procédure particulière menée conjointement par le maître d'œuvre, les entrepreneurs concernés et le coordonnateur SPS.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Fouille	<p>SUIVRE LES PRESCRIPTIONS adaptée et intégrant des mesures de prévention des risques. qui figurent dans le(s) rapport(s) de mission géotechnique joint au dossier marché .</p> <p>Les parois des fouilles en excavation ou en butte, doivent être aménagées, eu égard à la nature et à l'état des terres, de façon à prévenir les éboulements. Si cette condition n'est pas remplie, des blindages, des étrésillons ou des étais appropriés à la nature et à l'état des terres doivent être mis en place. De plus des gardes corps en périphérie des fouilles seront mises en place.</p>	<p>Lot Gros Oeuvre et VRD</p>	<p>Lot Gros Oeuvre et VRD</p>

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Tranchée	<p>Les fouilles en tranchée de plus de 1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, être blindées, étrépillonnées ou étayées. Le nombre d'éléments de blindage doit être déterminé de telle façon que l'extrémité de la portion blindée dépasse d'au moins 1 m de l'extrémité de l'ouvrage à réaliser</p> <p>Sécuriser les abords et les circulations :— Remblayer au plus tôt (en fonction des impératifs techniques)— Prévoir des circulations claires et dégagées sur l'ensemble du chantier— Installer des garde-corps ou laisser dépasser le blindage— Installer des passerelles de franchissement</p>	Lot Gros Oeuvre et VRD	Lot Gros Oeuvre et VRD
Rive de plancher	<p>La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail est assurée à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m Mise en place de dispositifs garde-corps en bordure des ouvertures et planchers donnant sur le vide (baies, balcons...).</p>	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Trémie petite dimension	Platelage fixé sur le plancher.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Trémie grande dimension	L'ensemble des trémies et réservations devra être protégés au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm).	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Châssis en façade sur allège < 1m	Lisse haute fixée en tableau	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Protections collectives posées en tableau des baies de préférence et en accord avec le lot MENUISERES EXTERIEURES restant en place jusqu'à la pose des équipements définitifs	Lot Gros Oeuvre	GROS-OEUVRE et MENUISERIES EXTERIEURES
Balcon	Protections collectives La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail est assurée une protection collective placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins.Mise en place de dispositifs collectifs en bordure des ouvertures et/ou planchers donnant sur le vide (baies, balcons...) et en accord avec le lot SERRURERIE pour lui permettre la pose de ses équipements définitifs sous protection collective provisoire GO.	Lot Gros Oeuvre	GROS-OEUVRE et MENUISERIES EXTERIEURES
Baie palière d'ascenseur	Protections collectives en prévention des chutes de hauteur à partir du plancher vers la gaine.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Périphérie toiture terrasse	Protections collectives provisoires de type garde corps avec lisses, mis en place par le GO et permettant à l'étancheur d'intervenir, avec les conditions suivantes : • aménagement d'un accès sécurisé en toiture (tour escalier, escalier provisoire, ....) • pose des équipements définitifs y compris couverture sous protections collectives (sans EPI antichute) ou sous système définitif adapté en phase travaux.	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre et Etancheite
Gaine ventilation en toiture terrasse	L'ensemble des trémies et réservations devra être protégés au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm).	Lot Gros Oeuvre	Lot Gros Oeuvre
Couverture en pente	Mise en place de protection par échafaudage ou potelet et filets.	Lot Charpente	Lot Charpente
Charpente	Mise en place de protection par échafaudage ou potelet et filets.	Lot Charpente	Lot Charpente

### 3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

**Procédure METAH (Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur) :** Les prestations METAH assureront la maîtrise des risques liées aux chutes de hauteur. L'objectif visé consiste à mettre à disposition des corps d'états concernés pendant toute la durée du chantier des moyens communs de prévention de ces risques tels que :- dispositifs de protections collectives pour les travaux en hauteur- plates-formes de travail pour les travaux en hauteur et leurs accès- moyens de transport, levage, manutention des matériels, matériaux et équipements techniques pour approvisionner dans les ouvrages et distribuer dans les niveaux en hauteur- les moyens d'évacuation des déchets produits durant le chantier. Objectif : Choisir et mutualiser des protections collectives ainsi que des équipements de travail et d'accès en hauteur qui garantissent la sécurité des utilisateurs.

Chaque entreprise doit anticiper et prévoir la totalité des moyens nécessaires à ses travaux.



Il est demandé de privilégier la mise en place d'équipements collectifs afin de répondre aux principes généraux de prévention.

Une convention de prêt sera signée par l'entreprise utilisatrice, cette dernière s'engage à ne pas modifier ni démonter le matériel mis à disposition.

#### Echafaudage de façade

Le lot façade fera son affaire du montage et démontage de l'échafaudage nécessaire à son lot. En outre, le présent lot doit prévoir la mise à disposition de son échafaudage aux corps d'état dont l'intervention le nécessite. Le délai nécessaire par façade est un montage terminé une semaine avant l'intervention du présent lot et un démontage une semaine après l'intervention du présent lot. L'échafaudage devra respecter l'ensemble des règles et normes en vigueur, et notamment en ce qui concerne la sécurité. Le présent lot fera son affaire de l'obtention des autorisations nécessaires au montage de ses échafaudages, que ce soit sur domaine public ou sur les propriétés privées voisines.

### **Disposition générale**

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	Echafaudage de pied à installer sur sol plan et stabilisé en périphérie des bâtiments pour les travaux de facades	Suivant planning	Lot Enduit façades	Lot Enduit façades	Etanchéité - ravalement - menuiseries ext - zinguerie
Echafaudage intérieur	Echafaudages roulants	Travaux de second œuvre selon planning des différents lots	Chaque entreprise	Chaque entreprise	
Mise en service anticipée monte-charge/ascenseur	Mise en service de l'ascenseur en phase chantier	Après étanchéité	Lot Ascenseurs pour la mise en place, lot Gros Œuvre pour la protection	Lot Gros Œuvre	Toutes les entreprises
Engin manutention aérien	Selon PIC grue chantier : Postes de travail selon nécessité	Phase préparation de chantier.Selon planning des différents intervenants	lot utilisateur	lot utilisateur	entreprises avec convention de prêt

## **3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER**

### **Disposition en cas de litige ou défaillance**

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en état ou fonctionnement aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	A partir du point de livraison ENEDIS	Dès la phase de préparation, le raccordement du réseau est fait par l'entrepreneur de Gros oeuvre	Oeuvre Lot Gros	Oeuvre Lot Gros
Armoire générale	Installation d'un branchement électrique provisoire de chantier vérifié par un organisme indépendant.	Dès la phase de préparation,	Oeuvre Lot Gros	Oeuvre Lot Gros
Alimentation cantonnement	Armoire d'alimentation du cantonnement mis en place à partir de l'alimentation générale de la zone de cantonnement	Dès la phase de préparation,	Oeuvre Lot Gros	Oeuvre Lot Gros
Alimentation grue à tour	ditto alimentation principale	Dès la phase de préparation,	Oeuvre Lot Gros	Oeuvre Lot Gros
Armoires secondaires	Installation de coffrets de chantier électrique provisoire vérifié par un organisme indépendant. La distance entre le coffret électrique et le poste de travail ne doit pas excéder 25 mètres. Il est installé au minimum un coffret par niveau et par cage d'escalier	Des la phase gros oeuvre. Chaque coffret comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V</li> <li>• prise de courant 45 A + T 350 V si nécessaire pour certains CES</li> <li>• un bouton d'arrêt d'urgence</li> </ul>	Oeuvre Lot Gros	Oeuvre Lot Gros

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage circulation verticale	L'éclairage provisoire sera réalisé dans les escaliers au moyen de hublots étanches équipés de lampes à vis incandescente de 75W	à l'avancement suivant planning Hors d'eau / hors d'air	Oeuvre Lot Gros	Oeuvre Lot Gros
Eclairage circulation horizontale	L'éclairage provisoire sera réalisé dans les circulations au moyen de hublots étanches équipés de lampes à vis incandescente de 75W	à l'avancement suivant planning Hors d'eau / hors d'air	Oeuvre Lot Gros	Oeuvre Lot Gros
Eclairage poste de travail	L'éclairage des zones de travail reste à charge des entreprises (à partir des coffrets de prises).		Chaque entreprise	Chaque entreprise

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

### 3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Toute dépose d'une protection collective sera remplacée par une protection au moins équivalente.  
**Le mode de fixation des garde-corps provisoires devra être adapté de façon à ce qu'il ne soit pas nécessaire de les démonter pour la pose des garde-corps définitif.**

Afin de limiter les interactions sur le chantier, la priorité a été donnée sur une définition de phasage des travaux permettant de limiter tout travail en superposition.

Il est à noter toutefois que des décalages dus à des retards dans les travaux prévus peuvent engendrer des situations à risques.

Il appartient aux entrepreneurs d'informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en cas de décalage de planning entraînant des risques d'interaction (superposition des tâches notamment).

### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
---------	----------------	---------	--------------	--------------------------------

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Pose des menuiseries extérieures	Menuiseries extérieures	Soit par l'intérieur, soit par l'extérieur du bâtiment	Protections collectives posées en tableau par le lot gros oeuvre et utilisées pour la pose des menuiseries par l'intérieur Si pose par l'extérieur utilisation de l'échafaudage du facadier ou utilisation d'une nacelle élévatrice	Menuiseries extérieures
Etanchéité toiture terrasse	Lot Etanchéité		Utilisation des gardes corps provisoires périphériques mis en place par le gros oeuvre	Lot gros oeuvre et Etanchéité
Ravalement des façades	Lot Enduit de façade	Intervention dès achèvement de la pose des menuiseries extérieures	Remblayer et stabiliser les abords des façades sur une largeur d'au moins 2 mètres avant pose des échafaudages de pieds	Lot Enduit de façade

### 3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

#### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	Toutes les entreprises	Interventions en hauteur	Mise en place d'un échafaudage de pieds conforme à la réglementation en vigueur Utilisation de nacelles élévatrices Utilisation de P.I.R.	P.V. de montage des échafaudages de pieds à produire

## 4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

L'attention des entreprises est attirée le fait que les travaux sont situés en pleine ville.

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Depuis le portail		Interdiction d'accès à toutes personnes extérieures au chantier	Toutes les entreprises	Premier lot à intervenir
Bruit dû au chantier	Zone de chantier	Selon l'arrêté préfectoral de 1996 de Haute Garonne, les travaux bruyants sont interdits les jours ouvrables entre 20 heures et 07 heures sauf dérogation spéciale	respect des horaires indiqués	Tous les lots	

### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

## 5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

### 5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Eau potable	A partir du branchement chantier	phase préparation	Gros oeuvre
Eau usées	Création d'une antenne d'évacuation des eaux usées sur la base vie	phase préparation	Gros oeuvre
Electricité	A partir du point de livraison de ENEDIS	phase préparation	Gros oeuvre

### 5.2 CANTONNEMENTS

Un cantonnement complet sera installé et branché aux fluides ainsi qu'aux évacuations d'eaux usées.  
Un nettoyage quotidien sera maintenu pendant toute la durée des travaux

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	25 salariés	Suivant P.I.C. équipements modulaires ( zone des installations de chantier)	Armoires vestiaires, chaises	Gros oeuvre	Gros oeuvre	Gros oeuvre
Réfectoire	25 salariés	Suivant P.I.C. équipements modulaires ( intérieur zone chantier à côté accès.)	Tables , Chaises , Micro-ondes , Réfrigérateur	Gros oeuvre	Gros oeuvre	Gros oeuvre

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	25 salariés	Suivant P.I.C. équipements modulaires (intérieur zone chantier à côté accès.)	Lavabo avec eau chaude En fonction de l'effectif maximal présent simultanément sur le chantier, le Code du travail impose au minimum 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 hommes, deux cabinets pour 20 femmes. Ces cabinets d'aisance doivent être nettoyés et désinfectés au moins une fois par jour.	Gros oeuvre	Gros oeuvre	Gros oeuvre
Salle de réunion	Salle de réunion d'une capacité suffisante pour accueillir les réunions du CISSCT.	Cantonnement suivant P.I.C.	Tables Chaises Armoires pour ranger les dossiers	Gros oeuvre	Gros oeuvre	Gros oeuvre
Lavage botte	25 salariés	en zone de cantonnements	Gratte-bottes, lave-bottes, Pour éviter les chutes par glissade	Gros oeuvre	Gros oeuvre	Gros oeuvre

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

#### Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de non respect de la propreté des locaux, le Maître d'Oeuvre se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un nettoyage quotidien complet y compris les évacuations des gravats aux frais des entreprises responsables.

### 5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

### **5.3.1 Mise en place bungalows**

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

#### **Lots concernés**

Sans objet.

### **5.3.2 Cantonnement à étages.**

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

### **5.3.3 Installation électrique**



## 6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

### 6.1 ORGANISATION

Tout accident grave ou ayant pu l'être se doit d'être immédiatement (dans les 2 heures maximum) signalé au coordonnateur S.P.S. et au Maître d'œuvre.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	salle de réunion, ou bureau chef de chantier	112, 18, 17	affichage dans locaux cantonnements , bureau chef de chantier et salle de reunion	Gros oeuvre
Liaison avec les secours	téléphone fixe ou portable	112, 18, 17	affichage dans locaux cantonnements , bureau chef de chantier et salle de reunion	TCE
Accès secours	Entrée de la zone des installations de chantier	Mettre à disposition un salarié pour guider les secours		TCE
Point de rencontre	A l'entrée du chantier.		Panneaux "point de rencontre" à mettre en place	Gros oeuvre
Secouriste	Impliquant la réalisation de travaux dangereux.	Au moins 1 salarié formé au secourisme, notamment au sauvetage secourisme du travail (SST)	macaron SST	Chaque en entreprise

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Trousse de secours	Sur les lieux de travail, le personnel doit disposer d'une boîte de secours, afin que toute blessure puisse être soignée rapidement.	Le contenu de la boîte de secours doit permettre aussi bien la pose d'un pansement sur une petite plaie, que les interventions du secouriste du travail avant l'arrivée des secours médicalisés. Il est défini pour une unité de travail, le nombre de boîtes de secours devant être adapté à l'importance du chantier et la multiplication des sites de travail. Certains produits, dont l'emploi exige un contrôle médical parce qu'ils ne sont pas toujours bien tolérés, seront réservés à des cas particuliers. La composition proposée dans ce document pourra évidemment être modifiée selon l'avis du médecin du travail, en fonction des risques de l'entreprise.		

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur cantonnement	Des extincteurs portatifs doivent être ainsi placés dans ou à proximité immédiate des locaux où sont stockés ou utilisés des produits inflammables : locaux de stockage, vestiaires/ réfectoires, cabine de grue à tour, travaux d'étanchéité sur parois enterrées ou sur terrasses, travaux de soudage oxyacétylénique (un extincteur par point chaud), etc. Les extincteurs doivent être choisis en adéquation avec le type de feux possibles (classe de feux).			Gros oeuvre
Extincteur chantier	voir cantonnements Chaque entreprise ayant des travaux avec point chaud extincteur conforme et vérifié			Chaque en entreprise

## 6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Quelques dispositions spécifiques relatives au travail isolé

Pour les travaux temporaires en hauteur, la réglementation prévoit que lorsque la protection d'un travailleur ne peut être assurée qu'au moyen d'un dispositif de protection individuelle d'arrêt de chute, ce travailleur ne doit pas demeurer seul, afin de pouvoir être secouru rapidement.

### 6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

### 6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

## 7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

---

### 7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

### 7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

### 7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

### 7.4 TRAVAILLEURS DÉTACHÉS

Pour toute opération sur laquelle se trouvent engagés des travailleurs détachés, le maître d'ouvrage demande (à l'employeur des travailleurs détachés) copie de la déclaration de détachement transmise par l'employeur, établi hors de France, à l'unité territoriale de la DIRECCTE dont dépend géographiquement l'opération. Le maître d'ouvrage s'assure que l'employeur, établi hors de France, a désigné un représentant en France. Le maître d'ouvrage, informé par écrit par un agent de contrôle compétent (agent de contrôle de l'inspection du travail, agent des organismes de sécurité sociale, ...) du non-respect de la législation par l'employeur, établi hors de France (hébergement, durée du travail, salaire minimum, règles relatives à la santé et sécurité au travail, ...), doit enjoindre l'employeur, établi hors de France, de faire cesser sans délai cette situation et transmettre à l'agent de contrôle (mentionné ci-dessus) le résultat de son action. A défaut de régularisation, la responsabilité du maître d'ouvrage serait engagée (sanction administrative, prise en charge hébergement, paiement des rémunérations, ...).

## 8 COLLÈGE INTER ENTREPRISES DE SÉCURITÉ DE SANTÉ ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL

---

**Règlement de CISSCT est joint en annexe (si opération de 1ère catégorie uniquement)**

## ANNEXES

### 2022-011 - RECONSTRUCTION BATIMENT 44 INSA

135 AVENUE DE RANGUEIL  
31400 TOULOUSE

Liste des annexes
1 - Projet de règlement de CISSCT
2 - Panneau : En cas d'accident

## 9.1 Projet de règlement CISSCT

Chantier : CONSTRUCTION DU BATIMENT B44

Maître d'ouvrage : INSA TOULOUSE

**Article 1 – Constitution et durée**

Un collège Inter-Entreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT) est constitué à l'initiative du Maître d'Ouvrage conformément à l'article L 4532-10 du Code du Travail et au décret n° 95.543 du 4 mai 1995.

Il cessera ses activités à la réception des travaux.

**Article 2 – Les missions du CISSCT**

Les missions du Collège définies aux articles R 4532-77 à R 4532-94. sont notamment :

- 2.1 – d'approuver le règlement du CISSCT,
- 2.2 – de nommer le Secrétaire du Collège (ou d'approuver sa désignation), à savoir le coordonnateur de réalisation de la sécurité et de la protection de la santé sur le chantier,
- 2.3 – de provoquer la mise en harmonie des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé ainsi que leur mise à jour en fonction de l'avancement des travaux,
- 2.4 – de définir les règles communes destinées à contribuer à la coordination des mesures prises pour assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier,
- 2.5 – de s'assurer de la suite effectivement donnée aux mesures retenues par les Membres du CISSCT et de vérifier que l'ensemble des règles prescrites sont effectivement mises en œuvre, notamment lors des inspections de chantier,
- 2.6 – d'examiner les accidents ou incidents du travail survenus sur le chantier et de participer à l'enquête des accidents graves,
- 2.7 – de proposer des formations de sécurité complémentaires et d'examiner les formations réglementaires dispensées par les entreprises en application de l'article L.4141.

**Article 3 – Responsabilité du CISSCT**

L'intervention du Collège ne saurait modifier, d'une part, la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux participants à l'opération de bâtiment ou de génie civil en application des autres dispositions du Code de Travail, ni les attributions des institutions représentatives du personnel compétentes en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

**Article 4 – Composition**

4.1 – Les membres ayant voix délibératives

Le collège comprend :

4.1.1 Le Président du CISSCT, à savoir le coordonnateur sécurité et protection de la santé de réalisation.

4.1.2 Le ou les divers Maîtres d'œuvre intervenant sur le chantier ou leurs représentants habilités.

4.1.3 Les entrepreneurs

- Le chef de chacune des entreprises intervenant sur le chantier ou son représentant habilité.

4.1.4 Les sous-traitants

- Le chef de chacune des entreprises sous-traitantes intervenant sur le chantier ou son représentant désigné.

4.1.5 Les travailleurs indépendants

4.2 – Des participants ayant voix consultatives

Un représentant salarié de chacune des entreprises intervenantes y compris les entreprises sous-traitante effectivement employé sur le chantier désigné par le CHSCT ou à défaut par les délégués du personnel ou, en leur absence, choisi par les membres de l'équipe appelée à intervenir sur le chantier.

Peuvent assister aux réunions avec voix consultative :

- L'Inspecteur du Travail ou son représentant
- Le Secrétaire Régional du Comité Régional de l'OPPBTP ou son représentant
- L'ingénieur en chef du Service Prévention de la CRAM ou son représentant
- Le ou les médecins du travail du chantier
- Le Maître d'Ouvrage ou son représentant

4.3 – NOTA

Le CISSCT peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé.

Le cas échéant, le chef de l'Etablissement, le CHSCT de l'établissement, le Médecin du Travail de l'établissement dans lequel s'effectuent les travaux.

**Article 5 – Attribution du Président du CISSCT**

5.1 Le Président établit le projet de règlement qui précise le fonctionnement et les missions du CISSCT.

5.2 Le Président s'assure de la continuité et de l'application de la coordination des mesures adoptées par le CISSCT et le respect des règles d'Hygiène et de Sécurité de Travail applicables au chantier.

5.3 Le Président convoque les membres du CISSCT et les participants aux réunions ordinaires et extraordinaires, plénières ou restreintes.



5.4 Le Président diffuse et arrête l'ordre du jour des réunions proposées par le secrétaire désigné, à savoir le coordonnateur de réalisation de la sécurité et de la protection de la santé sur le chantier.

5.5 Le Président préside les réunions avec voix prépondérante ainsi qu'il est dit à l'article 7 ci-dessous.

5.6 Le président désigne et annexe les procès-verbaux des réunions, après leur adoption par le CISSCT sur un registre mis à disposition sur le chantier et les conserve pendant 5 ans après la fin d'activité du CISSCT.

5.7 Le Président représente le CISSCT à l'égard des tiers pendant la période d'activité du Collège et a autorité dans le cadre de sa mission sur le personnel mis à disposition du CISSCT.

5.8 Le Président répond par écrit aux observations formulées par les Membres des Comités d'Hygiène et de Sécurité et des Conditions de Travail ou des délégués du personnel des entreprises.

5.9 Le Président informe les membres du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail.

#### **Article 6 – Désignation et attribution du secrétaire.**

6.1 Le secrétaire sera désigné par les Membres du CISSCT au cours de la première réunion de travail.

6.2 Attribution du secrétaire.

Le secrétaire assure :

- la rédaction des procès-verbaux des réunions et leur diffusion,
- la proposition des ordres du jour,
- la rédaction et l'expédition des convocations.

#### **Article 7 – Adoption des décisions**

Les décisions du Collège sont adoptées à la majorité simple des membres présents ayant voix délibératives.

En cas de partage égal des voix, celle du Président emporte la décision.

#### **Article 8 – Convocation**

Les convocations écrites sont adressées au plus tard 15 jours avant la réunion, à tous les membres du CISSCT et aux participants (sauf urgence).

L'ordre du jour, arrêté par le Président sur proposition du secrétaire, est annexé la convocation.

#### **Article 9 – Première Réunion**

Le Maître d'Ouvrage sur l'initiative de son Président convoque les Membres du Collège et les participants à une première réunion.

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement :

- 1 – L'adoption du Règlement du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.
- 2 – La désignation du Secrétaire, à savoir le coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé.
- 3 – L'examen de premières mesures de coordination du chantier en matière d'hygiène et de sécurité.
- 4 – L'examen et la définition des règles communes nécessaires pour assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier.
- 5 – La fixation des dates ultérieures au cours desquelles le Collège procédera à l'harmonisation des PPSPS des entreprises et examinera comment il a procédé à cette harmonisation.
- 6 – La fixation des dates auxquelles les entreprises devront avoir envoyé leur PPSPS au Président, avec le nombre d'exemplaires nécessaires et les entreprises destinataires.
- 7 – La fixation des dates des prochaines réunions du Collège.

Le Président du Collège transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du Travail ou au fonctionnaire assimilé, au Comité Régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et à l'organisme de Sécurité Sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le Règlement du Collège est joint à cette transmission. Ce PV mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

#### **Article 10 – Réunions plénières**

Dès que deux entreprises au moins sont présentes sur le site, et conformément à l'article 8 ci-dessus, le Président convoque les membres du CISSCT et les participants de la première réunion de travail du CISSCT pour provoquer :

- la mise en harmonie des PPSPS,
- l'adoption des premières mesures de coordination en matière d'hygiène et de sécurité.

Au cours de cette réunion, le Président du CISSCT rappelle aux entrepreneurs qu'ils disposent d'un mois pour faire procéder à la désignation de leur représentant salarié au CISSCT.

La liste des membres du CISSCT sera affichée sur le chantier.

Périodicité des réunions

Sans préjudice des dispositions des paragraphes 9-10 et 11.1 ci-dessus, la date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente selon une périodicité de trois mois. Ce délai ne pouvant en aucun cas être dépassé, il pourra être réduit si l'importance et la nature des travaux le justifient.

Chaque réunion est précédée d'une visite de chantier.

Le Président peut, en cas de nécessité, provoquer une réunion plénière du Collège Interentreprises de Sécurité, de santé et des Conditions de Travail en dehors des dates initialement arrêtées, notamment sur la demande :

- éventuelle du Maître d'Ouvrage,
- de la majorité des représentants ayant voix délibératrice,
- du tiers des représentants du personnel,
- à la suite d'accident ou incident ayant pu avoir des conséquences graves d'altération physique pour le personnel.

Objet des réunions plénières

Les réunions plénières sont consacrées, en principe, à l'examen des seules questions qui concernent l'ensemble des entreprises.

En outre, les points prévus aux paragraphes 9 et 10 ci-dessus, ces questions comprennent :

- l'approbation du procès-verbal de la précédente réunion,
- l'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la précédente réunion,
- la lecture et l'examen du rapport réalisé à la demande du Président relatif à la période qui s'est écoulée depuis la dernière réunion.

Les suggestions et observations faites par les Membres du Collège.

L'examen des accidents survenus sur le chantier et l'étude des accidents dont une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le Collège pour la coordination générale de l'hygiène et la sécurité du chantier. Chaque entreprise est tenue d'adresser au secrétariat du Collège dans les 48 heures, une copie de toute déclaration d'accident de travail entraînant un arrêt.

Les délibérations du Collège sont consignées dans les procès-verbaux établis sous la responsabilité du Président par le secrétaire et transmis par lui, dans le mois qui suit la réunion, à tous les membres du Collège, aux participants et au CHSCT ou à défaut aux délégués du personnel des entreprises.

Les procès verbaux font ressortir notamment :

- 1 – L'ensemble des décisions prises par le Collège
- 2 – Les comptes rendus des inspections du chantier
- 3 – Les formations dispensées par les entreprises en application de l'article L 231.3.1 ainsi que les formations sécurité complémentaires décidées par le Collège.

#### **Article 11 – Réunions restreintes**

Des réunions restreintes peuvent être organisées à la demande d'un membre du Collège pour examiner et étudier des mesures propres à résoudre des problèmes qui, bien qu'entrant dans les attributions du Collège, ne concernent qu'un nombre restreint d'entrepreneurs.

Les procès verbaux de ces réunions sont communiqués pour information et adoption à la réunion plénière suivante du Collège.

#### **Article 12 – Application des décisions**

Les décisions du Collège sont immédiatement exécutoires et, sans spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier ainsi qu'aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

Les mesures et risques communs en matière de Sécurité et de Protection de la Santé et des Conditions de Travail sont intégrés par le coordonnateur au Plan Général de Coordination de sécurité et de protection de la santé.

#### **Article 13 – Mesures de fonctionnement du Collège**

La gestion financière de fonctionnement du Collège Interentreprises de sécurité, de Santé et des Conditions de Travail est assurée par le Maître d'Ouvrage.

Les dépenses engagées par le Collège Inter-Entreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail sont supportées au prorata des entreprises concernées. En cas de défaillance de l'une des entreprises, les dépenses lui incombant seront prélevées par tout moyen à la convenance du Maître d'Ouvrage.

Le CISSCT peut confier au Président la possibilité de saisir une entreprise affectée au chantier pour palier à la carence d'une autre entreprise dont les moyens de sécurité et les règles d'hygiène sont insuffisants.

Les frais engagés par ladite entreprise seront à la charge de l'entrepreneur défaillant.

#### **Article 14 – Pénalités pour absence**

Suivant les dispositions relatives au décret n° 95.543 du 4 mai 95 précisant les modalités de fonctionnement du Collège Interentreprises de sécurité, de Santé et des Conditions de Travail, et plus particulièrement l'article 2 pour l'application de sanctions par les autorités administratives.

- Absence du représentant de la direction de toutes les entreprises intervenant sur le chantier et dûment convoqués : XXX pénalités par absence.

- Absence du représentant ouvrier dûment convoqué : XXX € pénalités – par absence.

- Non désignation dans le délai d'un mois par l'entreprise du représentant salarié : XXX pénalité par jour calendaire de retard.

Le coordonnateur tiendra à jour un tableau des pénalités sur chaque PV de CISSCT. Le montant des pénalités sera prélevé par le Maître d’Ouvrage sur les situations des travaux des entreprises.

## 9.2 Panneau : En cas d'accident

# EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

**18** **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

## ICI CHANTIER

A: TOULOUSE  
RUE :135 AVENUE DE RANGUEIL

2

## PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...  
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...  
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

## SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

## DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

## FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

## NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

## Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 05.34.51.61.10 .